

“L’Obs” a demandé à quatre écrivains leurs réactions au lendemain du premier tour.

Présidentielle : « Une année sans Kinder », par Aurélien Bellanger

L’auteur de « la Théorie de l’information » ne voit pas beaucoup de raisons de se réjouir.

Cette année, Pâques tombe entre les deux tours. Mes parents auront voté Macron, mes sœurs je réalise que je ne sais pas, mais de toute façon ça ne sera pas le sujet : le sujet, comme dans plusieurs millions de familles, ce sera qu’en raison d’une contamination par la salmonellose, et dans un contexte tendu par la récente affaire de la Fraîch’Up de Buitoni, la pizza assassine, ce sera Pâques sans Schoko-Bons, une année sans Kinder.

Comme à peu près tous les enfants de ma génération, de la génération d’avant, de la génération suivante, j’ai collectionné les cadeaux Kinder Surprise. Depuis les petites mascottes à sombrero jaunes de la Coupe du Monde au Mexique de 1986 jusqu’à ce chef-d’œuvre de miniaturisation : un minuscule télescope qui fonctionnait quasiment, malgré ses lentilles en plastique. Voilà de quoi nous parlerons, c’est certain : ce n’est pas rien une année sans Kinder.

La dernière fois, c’était en 2002 : on avait mangé tous les chocolats dès le premier tour, sans réfléchir au repas, un gigot de Jospin qu’on aimait bien au fond mais qui ne nous donnait pas plus envie que ça, et on s’était retrouvé finalement avec les haricots blancs : Chirac à 82 %.

Les deux élections suivantes, 2007 et 2012, ont été autrement trompeuses : le cadeau, cette fois, plus équilibré, avait été l’alternance, sa possibilité, en 2007, avec le duel droite-gauche classique Sarkozy-Royal, son triomphe, en 2012, avec la victoire de Hollande. Voilà pour la théorie : l’alternance, c’était pour les démocrates assagis que nous étions, le bien politique véritable, l’indice de la maturité certaine — ce pastiche de Voltaire cher au « cercle de la raison » : je ne suis pas d’accord avec votre candidat mais je me battrai pour qu’il puisse être élu. Dit comme cela, l’alternance ressemble étrangement à son double maudit, le front républicain. On ne vote pas avec son cœur mais pour se confirmer qu’on est bien sage.

« Pour la droite, ça a été un peu l’orgie »

Il y a un plaisir un peu pervers du vote barrage, qui cette année a presque débordé – c’est une nouveauté – sur le premier tour : il fallait voter, en tout cas à gauche, pour le candidat qui présentait les chances les plus sérieuses de l’emporter – c’est-à-dire Mélenchon. Le vote plaisir, le frisson de 2002, les Kinder Surprise étaient cette année plutôt à droite : non pas un, mais deux candidats d’extrême droite, deux et demi, si on rajoute Ciotti à Péresse, trois, en ajoutant Darmanin à Macron, quatre, quatre et demi avec Dupont-Aignan et Lassalle. J’aurais même tendance à penser que manifester avec la police, devant l’Assemblée nationale, aux côtés de l’extrême droite, en termes de grammaire politique, autant demander tout de suite la reconstitution des ligues... Auquel cas avec Jadot, le candidat écologiste, Roussel, le candidat communiste et le premier secrétaire du PS, ça nous amènerait presque à 8 candidats sur 12 pour l’extrême droite. Ma métrique ne doit pas être la bonne. Mais cela en dit long, certainement, sur le climat politique de cette campagne : il n’y aura pas eu de Kinder cette année pour la gauche mais pour la droite, ça a été un peu l’orgie.

C’est difficile d’ajouter, maintenant que la chute est connue, un commentaire à la candidature Zemmour : ce sera comme expliquer un gag. Même raté, ça ne se fait pas. Il en va de la déontologie du champ comique. Auquel, si peu drôle qu’il ait fini par devenir, le personnage de Zemmour se rattache intégralement. J’aimais bien le regarder à la télé, avant sa campagne, j’avoue qu’il me faisait rire : son côté fin de siècle, son côté décadent littéraire. Non pas qu’il soit spécialement cultivé, rien d’impressionnant de ce côté. Plutôt le type qui a un peu lu Maurras, un tout petit peu, qui s’est convaincu, d’après un résumé de celui-ci dans celui-là, qu’il avait aussi lu Barrès. Et tant qu’on y était, ça devait être dans le même lot, Péguy et Bernanos. Plus une ou deux bios de Napoléon, les Mémoires de De Gaulle et, pour équilibrer, ceux d’Isorni, l’avocat de Pétain. « Le Figaro », son employeur historique, fait ça, depuis un certain nombre d’années : le magazine est vendu

avec des grands classiques de la littérature française sous couverture grise. Personne ne les lit comme ça, évidemment, mais ça fait du métrage gratuit pour ceux qui possèdent encore des bibliothèques. Le drame de Zemmour, c'est qu'il les a vraiment lus, lui, sous cette forme grisâtre.

Et le drame de la France c'est qu'il s'est trouvé d'un coup quantité de bourgeois qui avaient souscrit à l'offre promotionnelle, par avarice ou par nostalgie de la lecture, maintenant que grâce à CNews ils n'en avaient plus l'usage, qui ont été vraiment impressionnés par l'exploit imbécile : ils se sont sentis jugés, depuis leur bibliothèque, par leurs propres intégrales grises, ils se sont sentis épiés par ce lettré passé de Ruquier à Saint-Simon. Alors ils l'ont écouté, avec anormalement d'attention, sans voir que le type était essentiellement un gagman, un puncher, un comique télévisuel momentanément égaré en politique : le Coluche de la droite. Ça me rappelle cette bibliothèque, dans une belle maison où j'étais allé. Un mur de plusieurs centaines d'ouvrages, très élégant. Avec au milieu cette faute de goût imperceptible : ils avaient mis là, juste à hauteur d'yeux, comme un judas, le petit portrait en médaillon d'Hitler qui figure sur la tranche de sa biographie par Kershaw. Tout va bien, ce n'est pas « Mein Kampf », la bourgeoisie avait retenu les leçons de l'Histoire, tout va bien, ce n'était que « le Suicide français », le best-seller surprise de 2014, le Kinder Surprise de la droite, le livre culte d'une génération, d'une classe qui aura préféré mourir de honte plutôt que de vieillesse. Un temps, la dynamique de campagne aura en tout cas été là. Le second tour Le Pen-Macron qui s'annonçait depuis bientôt cinq ans aura accouché, pour nous divertir, de cette souris de mauvaise bibliothèque.

« La V^e République, régime condamné »

L'un des problèmes que pose l'extrême droite à l'observateur avisé, on l'a vécu encore, Zemmour au fond n'aura été que ça, c'est qu'elle est initialement un peu trop ridicule pour qu'on s'en préoccupe. En 1932, Adorno ramenait encore Hitler à un improbable mélange entre un coiffeur de banlieue et King Kong. De Zemmour, ainsi, longtemps, je n'ai vu que le gag, disons presque le gag bienvenu, dans le contexte atone d'un plat remake de l'élection de 2017. Ce qu'on n'a pas vu, c'est que l'œuf Kinder à la salmonelle allait contaminer à ce point tout le débat : le sketch de Zemmour candidat aura été définitivement raté, mais le spectacle a bien eu lieu, et nous sommes prisonniers à l'intérieur : c'était ce que disait Mauriac, déjà, il y a plus d'un demi-siècle. La politique est un spectacle ; à ceci près qu'on ne peut pas sortir de la salle.

La salle est toujours aussi fermée qu'autrefois, la V^e République a tenu, comme un verrou dont l'unique clé serait le rituel de plus en plus déglingué de cette élection présidentielle.

Zemmour, dans son incarnation d'avant, n'était pas le plus mauvais des commentateurs de la vie politique française sous la V^e République finissante : qu'il ait rejoint la salle dit bien son arrogance et son mépris pour son objet d'étude, quand son score, un peu minable, dit bien, en revanche, la résistance ou l'inertie du vieux système. Qui aura survécu, aussi, au spectaculaire effondrement des deux grands partis de gouvernement qui avaient régné sur elle sans partage pendant plus de cinquante ans.

On ne trouvera pas de Kinder dans les jardins, à Pâques, mais avec la possible victoire de Le Pen – le vieux démon héréditaire, le vieil antagoniste qu'elle traîne avec elle depuis sa fondation – la V^e République nous prépare peut-être son ultime surprise.

La V^e République dont on sait qu'elle est désormais un régime condamné, mais dont on ne sait pas encore comment on en sortira : par Le Pen ou par Macron.

Car le macronisme aura aussi, quoi qu'il arrive, été son moment d'agonie : la fin des deux grands partis, celui de la gauche et de la droite, au profit de quelque chose qui se nommait – c'est le nom de ce qui, dans l'histoire du macronisme, aura le plus ressemblé à un programme – « Révolution ». La blague pour start-uppers a fait long feu avec les « gilets jaunes ». Les start-uppers ont fait long feu avec les « gilets jaunes », d'ailleurs. Cette ultime itération d'un paradis bourgeois, la start-up nation, s'est trouvée pétrifiée d'un coup, comme une amphore sur un rond-point, par la révolte populaire.

Il s'en est presque fallu de peu pourtant que le macronisme, à cette aune, ait eu la peau de Marx : on a failli avoir, contre la plus célèbre prophétie de celui-ci, d'abord la farce et puis ensuite la tragédie. Les Post-it aux fenêtres des espaces de coworking se sont vus pousser des bras mais on leur a enlevé à temps.

Le pouvoir, ce membre fantôme d'une république vieillissante, aura pris quelques mains, et cela pourrait nous paraître dans quelques semaines presque comme un compromis acceptable devant la tragédie qui vient.

On en oublierait presque que ces cinq années auront vu la renaissance de la gauche, portée par quantité de thèmes nouveaux – par le mouvement #MeToo, la mère de toutes les batailles.

« Twitter, le lieu où presque tout s'est fait »

Je suis vieux, déjà, j'aurais 42 ans juste après Pâques et entre les deux tours. Mais trouver que la gauche est du côté de l'intelligence et la droite de celui de la bêtise, cela ne m'était plus arrivé depuis mon adolescence. Une adolescence en décembre 1995.

De là à penser que le rapport de force est favorable, ce serait relativement déraisonnable. La bêtise n'est pas bête au point de ne pas savoir comment gagner toujours.

J'oubliais à ce propos un détail décisif. Le lieu où presque tout s'est fait, le bastion de notre révolte sociale, le lieu où même, avant 20 heures ou pendant le recomptage de la nuit, la victoire a même semblé encore possible, Twitter s'est fait quasi racheter, dans l'indifférence quasi générale, par Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, l'ennemi de classe absolu aux penchants libertariens vaguement fascistoïdes – une sorte d'Henry Ford prêt à financer le premier Lindbergh venu.

Il n'est ainsi plus tout à fait exclu que Trump, le fantôme du réseau social, ressuscite le 24 avril prochain pour saluer en majuscule la victoire de Marine Le Pen.

2022, ce sera peut-être, aussi, une année sans Twitter.

Présidentielle : « Qu'est-ce qu'on fout là ? », par Constance Debré

L'autrice de « Play Boy » s'interroge sur l'étrange besoin que nous avons de choisir des chefs.

Reculons d'un pas, une seconde, rien qu'une seconde, et demandons-nous ce qu'on fout là, ou, pour dire les choses autrement, ce à quoi nous sommes convoqués. Que l'affaire, dans sa version du jour, s'appelle une fois de plus Macron-Le Pen – et peu importe au fond de dire que c'est à la fois consternant et sans surprise – il y a dans l'affaire même quelque chose que je ne m'explique pas : c'est le principe même de l'élection présidentielle. Qu'on nous demande de choisir un chef reste pour moi une énigme. Car enfin, quels que soient les mots qu'on lui donne, président, roi, empereur ou pape, quelles que soient les causes de son pouvoir, Dieu, le sang, la force ou le vote, ses conditions et même ses limites, peu importe tout cela, au bout du compte c'est toujours un chef pour des milliers, des millions d'autres.

Que l'esprit humain, son inventivité et son audace nous ait permis, par exemple, d'aller sur la Lune, de changer de sexe, de communiquer dans la seconde où qu'on soit sur la planète ou encore de vaincre, sinon la mort, du moins un nombre colossal de ses causes, et qu'on soit encore socialement organisés, en France comme ailleurs, sur le modèle en gros des abeilles, n'en finit pas de me sidérer. Et ne me sidère pas moins que tout le monde apparemment trouve ça normal. D'autant que, pardon, mais ce n'est pas comme si le modèle était impeccable. C'est quand même largement à leurs chefs qu'on doit la plupart des grandes folies de l'Histoire. Quelques noms au hasard. Gengis Khan, Néron, Hitler, Staline, Mao, Pol Pot. Et cela, quel que soit leur mode de désignation, Hitler a été élu, Mussolini aussi, Poutine pas moins. Car que nous rappelle d'abord la guerre en Ukraine si ce n'est le pouvoir de nuisance des chefs ?

Quelques années après que l'une des plus vieilles démocraties au monde, l'Amérique, ait tremblé sous Trump, dûment élu (et sans évidemment qu'on puisse le comparer aux précités, aussi fou qu'il soit, aucun crime ne lui est imputé). Je ne fais pas la somme totale des erreurs et des fautes, il en faudrait vingt tomes, et sans doute au moins cinq pour les crimes, les assassinats de masse, les génocides, les guerres les plus folles, les politiques qui ont tué ceux que leurs chefs étaient censés protéger et d'autres encore qui ne demandaient rien. Qu'il y ait eu aussi de bons chefs, que beaucoup le soient à peu près, ne suffit pas à justifier un principe en lui-même manifestement si dangereux. Comme si les progrès considérables du droit constitutionnel et de la science politique butaient toujours sur la dernière marche, une dernière marche qu'on semble ne pas même voir, s'étonnant seulement de tomber. On pourra toujours se scandaliser, tant qu'on en sera toujours à fermer les yeux sur le principe, qu'à donner trop de pouvoir à un seul homme on finit par le rendre fou et par rendre les peuples fous et à souhaiter le pire, on fera du surplace.

« Il nous restera la désobéissance »

Je ne dis pas quelle serait la solution, je ne dis pas qu'elle existe, qu'elle marcherait, je ne dis pas que je crois à l'éradication de la guerre et du mal, mais il me semble quand même curieux qu'on n'y réfléchisse pas plus et qu'on ne s'étonne pas plus qu'un principe si mauvais, si étrange dans nos sociétés qui ont inventé il y a plus

de deux siècles le concept juridique d'égalité, qu'un tel principe donc, si absurde, si rétrograde, si manifestement mortifère, continue de régner si facilement. Oui, s'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette élection présidentielle, c'est d'abord qu'elle existe, et qu'elle permette de désigner un homme qui ait autant de pouvoir sur les autres. Si je m'étonne qu'elle ne soit pas dans l'esprit de tous, la question pourtant n'est pas nouvelle, non moins que son corollaire : si un principe est mauvais pourquoi le supportons-nous ?

Comment peut-il se faire que « *tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations endurent quelquefois un tyran seul* (bon ou mauvais précise la suite du texte), *qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent ?* » écrivait en 1574, en plein mitan de l'absolutisme et des guerres de religions, un jeune homme de seize ans qui s'appelait Etienne de La Boétie. C'était deux siècles avant la Révolution, et deux siècles après la Révolution, on en est peu ou prou au même point. Qu'il me soit permis de rappeler ce vieux texte. De dire ce qu'il nous commande, d'être plus libres, en toutes choses et d'abord en nous-mêmes. Plus libres et par conséquent, plus responsables. Alors si demain le chef qui sera élu ne nous va pas, plutôt que nous lamenter, plutôt que nous indigner, il nous appartiendra de désapprendre la lâcheté confortable à laquelle nous invite tout pouvoir. Il nous restera la désobéissance. Souvenons-nous bien que notre servilité sera toujours volontaire.

Présidentielle : « Il est fragile notre "Macaron" », par Régis Jauffret

Pour l'auteur de « Microfictions », voter Emmanuel Macron « ne fait pas partie des plaisirs de la vie ».

Après tout un quinquennat de cet homme que je n'ai cessé de vilipender, je vais comme en 2017 le supplier à genoux de battre son adversaire – la même qu'à l'époque – en espérant in fine le plein accomplissement de l'éternel retour. Il est fragile notre « Macaron ». Il est pareil à une meringue à peine sortie du four qu'il faut manipuler délicatement du bout de la pelle à gâteau de crainte qu'elle ne s'effrite et tombe en quenouille. Un scandale est si vite fabriqué, battu en neige, répandu. Un scandale lui serait fatal alors que s'il touchait son adversaire la boue glisserait sur elle comme sur les plumes d'un canard.

Il a gouverné pendant cinq ans, gouverner, c'est ouvrir des plaies et certains ont l'impression d'être tuméfiés. Il fut si méprisant, si sûr de sa superbe et il donna un spectacle si peu charismatique – je pratique l'euphémisme, à l'occasion – lors de ses tremblantes et pâles apparitions télévisées pendant l'épisode des « gilets jaunes ».

Les favorisés se sont rarement démenés pour les démunis. Ils savaient malgré tout qu'ils existaient. Notre président a toujours pensé que la France était un lycée et que ces gens étaient des cancre qui méritaient leur sort et le redoublement de leur misère. Alors, il est haï à l'égal d'un de ces garde-chiourmes qui dans mon enfance servaient de CPE. On pardonne beaucoup de choses, on conserve cependant toujours dans son cœur la marque au fer rouge de l'humiliation.

Il aura beau se rengorger, faire le paon, ses réparties sont, hélas, devenues peu audibles. Quand son adversaire l'attaquera sur le pouvoir d'achat, il pourra toujours brandir des chiffres afin de démontrer qu'il a augmenté chez les plus pauvres et les classes moyennes, tout le monde se souviendra de son aménagement de l'ISF, de la baisse – de la mesquine et cruelle baisse – de cinq euros par mois de l'aide au logement du début de son quinquennat, de la taxe forfaitaire unique limitée à 30 % sur les revenus du capital tout exprès inventée pour dorloter les plus lâches des fortunés trop terrorisés par les crocodiles pour s'exiler aux îles Caïmans.

« Je vous supplie d'être élu, Macaron chéri »

Sa gestion honorable de la crise du Covid semble un événement si lointain qu'on se demande si ce n'est pas Jacques Chirac qui décréta le « quoi qu'il en coûte ». En définitive, on assimile plutôt notre actuel président au virus lui-même qui a paralysé son mandat – et d'aucuns de prendre le dépôt dans l'urne du bulletin de vote de son adversaire pour une injection indolore de quelque antiviral miraculeux dans le derrière de la France.

Voter Macaron ne fait pas partie des plaisirs de la vie. Il est amer son sucre, elle est éventée sa vanille. Un biscuit sec à se casser les dents. Nous ne sommes guère gastronomes, nous autres ses électeurs du deuxième tour. Depuis 2002 – après le père, la fille – nous avons l'habitude de déglutir la friandise sans même tacher

de gerbe l'isoler. Pourtant, cette fois nous savons que Macaron est ingrat et n'aura même pas la reconnaissance du ventre. D'ailleurs, ce sera son dernier mandat, pourquoi ménager cet électorat qui aura voté pour barrer le passage à son adversaire, puisque dans cinq ans il n'aura plus jamais affaire avec lui.

Il faut s'abstenir de vendre trop tôt la peau de cette dernière. Il n'est que temps de se prosterner. Je vous supplie d'être élu, Macaron chéri, de nous faire à nouveau un de ces quinquennats moyens – flattons-le – dont vous avez le secret, plutôt qu'une fois votre adversaire élue la France aille faire un tour de l'autre côté du miroir de la démocratie. Sinon, en ce début avril, les boutiques sont pleines, les restaurants demandent aux clients d'attendre leur tour, la foule est compacte. Flotte dans les jardins publics comme un parfum d'avant-guerre. Des airs de printemps 1914. Les chapeaux fleuris des femmes, les cannes à pommeau des bellâtres, le métro flambant neuf, les effluves de l'absinthe à la terrasse des cafés. On va continuer à parcourir tranquillement le siècle, une légère montée, un faux plat vers le progrès, et le bonheur qui ne cesse de s'envoler.

Présidentielle : « Eh bien, nous y voilà ! », par Danièle Sallenave

Pour l'académicienne, il y a malgré tout des raisons d'espérer. Elle appelle à une alliance entre les habitants des banlieues et ceux des zones périphériques.

Au soir du premier tour, la seule (bonne) surprise, c'est le score élevé de Jean-Luc Mélenchon. Tout le reste était prévisible, la présence de l'extrême droite, l'effondrement des grands partis, réunis dans un soutien piteux à leur adversaire déclaré. Résultat d'une stratégie politique savamment élaborée pour s'assurer la victoire, ce face-à-face avec un adversaire unique, le « populisme », nous fait entrer dans un jeu extrêmement dangereux.

Tout a commencé lorsque François Mitterrand, pour déstabiliser la droite, favorise la création du Front national par le recours à la proportionnelle. Mais les choses ont pris une dimension nouvelle en 2017.

Les démocraties modernes opposent traditionnellement deux formes de l'État. À gauche, un État régulateur, fort, doté de compétences économiques et sociales, l'État-providence, assurant un certain nombre de fonctions sociales au bénéfice de ses citoyens. À droite, dans la logique libérale, les rapports des hommes étant réglés par la main invisible du marché, la société a besoin du moins d'État possible. Mais la forme actuelle du capitalisme, le néolibéralisme, a compris qu'il lui fallait disposer d'institutions fortes, toutes à son service : d'où ce nouvel État, une forme oligarchique de la démocratie, qui entend s'imposer durablement. Dans la porosité de la frontière public/privé, au bénéfice des élites issues des grands corps. Dans la destruction progressive du service public. Dans ses préoccupations sociales, les « coups de pousse » et le « *quoi qu'il en coûte* », qui révèlent le souci de maintenir l'ordre social tout en préservant les rapports dominants.

« La gauche de gouvernement s'est perdue »

Alors, les raisons d'espérer ont-elles disparu ? Nullement. Peuvent-elles venir de la gauche – la gauche de gouvernement ? Non. Ses « valeurs » ne subsistent plus que dans ce qu'on appelle aujourd'hui « l'extrême gauche », en espérant ainsi la disqualifier par une fausse symétrie avec l'extrême droite. La gauche de gouvernement s'est perdue dans les dérives conservatrices des années 1970, elle s'est montrée incapable de réflexion sur l'effondrement du communisme. S'est ensuivie une série d'incompréhensions et d'abandons. Incompréhension, en 2018, du mouvement des « Gilets jaunes », où elle n'a pas su reconnaître une demande de dignité individuelle et de participation démocratique. Incompréhension devant le refus de vaccination, symptôme d'abord de colère sociale. Incompréhension face à l'abstention électorale, où travail et emploi sont des facteurs déterminants.

Les menaces sur l'environnement, la crise sanitaire, l'effroyable guerre en Ukraine vont nous obliger à revoir notre modèle de développement. Et donc à un retour du politique : le désastre écologique est lié aux régimes qui soutiennent une forme de croissance nécessaire à l'enrichissement des élites. Les manifestations de plus en plus visibles de la souffrance au travail rendent absolument urgent de conquérir notre souveraineté sur celui-ci ([Bernard Friot](#)) ; de maintenir les formes sociales de la solidarité dans un juste système de retraites ; de soutenir le « pouvoir d'achat » en dénonçant des besoins artificiellement créés par la logique du profit. De

refonder l'école, pour rendre au peuple sa confiance dans l'instruction, associée dans les débuts de la République aux idéaux d'égalité, de justice, et de progrès.

Le moment est venu de déjouer la captation des institutions républicaines au service du néolibéralisme économique, et de poser les bases de cités justes, populaires, démocratiques en multipliant les instances de participation et de décision citoyennes. Refusons la dangereuse confrontation entre immigration et identité nationale, source de replis communautaires. Travaillons à l'alliance entre les habitants des banlieues et ceux des zones périphériques, qu'unit un même destin, économique, politique et social. Qui ne voit en effet les immenses perspectives de renouvellement que celle-ci ouvrirait dans la vie démocratique et pour la justice sociale ?

©L'Obs

11 avril 2022